

Le budget—M^{me} McDonald

être aussi réorienter une partie des fonds disponibles vers des nouveaux secteurs où les besoins sont plus pressants.

Comme une société l'a déclaré récemment: «Les pouvoirs publics doivent réviser leurs priorités et leurs programmes afin de voir lesquels sont à la fois nécessaires et à la mesure de leurs moyens». C'est là une bonne chose que tout gouvernement devrait faire.

Le budget d'avril dernier et celui qui nous a été présenté la semaine dernière nous ont permis de passer de la récession à la reprise et de nous orienter maintenant vers l'expansion. La reprise n'est pas un mythe. Woods Gordon, de Toronto, vient d'annoncer que les niveaux de production se situaient à plus de 90 p. 100 de leurs niveaux antérieurs à la récession. L'année dernière, en 1983, nous avons enregistré un excédent commercial de 18 milliards de dollars. Quel grand pays exportateur et commercial nous sommes! Nous avons presque renouvelé notre exploit de 1982 où nous avons eu un excédent commercial record de 18.3 milliards de dollars. Par conséquent, même si nous pouvons parler d'une reprise grâce à notre excédent commercial, la situation a également des aspects négatifs. Woods Gordon rapporte également que les taux de chômage ne se sont pas réalignés sur les taux de production. Ils n'ont reculé que de 65 p. 100. Nous avons un taux de chômage de plus de 11 p. 100 et un million et demi de chômeurs. Voilà pourquoi le ministre a accordé la priorité aux programmes de création d'emplois dans son budget de la semaine dernière. Il a ajouté 525 millions de dollars pour ces programmes, ce qui donne au total 3.5 milliards de dollars pour l'exercice financier en cours.

• (1550)

C'est à chaque député qu'il incombe d'examiner ces programmes et d'en profiter. Dans ma circonscription, j'ai rencontré les représentants d'entreprises, de syndicats, de municipalités, d'organismes sans but lucratif, de petites entreprises et d'œuvres de bienfaisance. Nous avons conçu des projets et nous les avons présentés au gouvernement dans le cadre d'un de ces nombreux programmes. Ces derniers ont permis d'aider de nombreuses localités. Des milliers de chômeurs ont obtenu un emploi grâce à eux. Les gens sont plutôt révoltés d'entendre l'opposition prétendre que ces programmes de création d'emplois sont inefficaces et inutiles. Ils s'en souviendront aux prochaines élections.

Pour conclure, quand nous voterons sur ce budget, je ferai partie de ceux qui l'appuieront, car il s'agit d'un bon budget. A mon avis, il répond très bien aux besoins actuels.

M. le vice-président: Avez-vous des questions à poser ou des observations à faire?

Mme Lynn McDonald (Broadview-Greenwood): Monsieur le Président, c'est un budget qui divise, un budget qui ne répond pas aux besoins réels du Canada et, bien entendu, je m'y oppose. Ce budget ne fait qu'augmenter les énormes inégalités qui existent dans notre régime fiscal, puisqu'il ajoute un grand nombre d'échappatoires au profit des membres les plus riches de notre société. Nous aurons maintenant quelques échappatoires de plus. Le budget ne s'attaque pas à notre problème le plus grave, celui du chômage. Il y a entre 1.5 et 2 millions de gens sans travail. Nous ne sommes même pas sûrs du chiffre. En fait, les documents budgétaires prévoient que le

chômage restera élevé, touchant plus d'un million de personnes pendant toutes les années pour lesquelles ce gouvernement a le courage de nous donner des prévisions.

Le ministre des Finances (M. Lalonde) et d'autres ministres des Finances libéraux ont basé leur politique sur la prémisse que l'ennemi public numéro un est l'inflation, qu'une fois celle-ci jugulée, les investissements augmenteront, ce qui créera plus d'emplois. Grâce à ce raisonnement, les ministres des Finances ont pu se laver les mains de la création directe d'emplois. La théorie est-elle valable? L'inflation a sans aucun doute baissé, mais l'investissement n'a toujours pas augmenté de façon sensible. Le Canada a toujours une énorme capacité économique inutilisée. Pourquoi les sociétés devraient-elles se développer, investir et employer plus de monde alors qu'elles n'utilisent pas à plein leur capacité de production? Nous avons un ministre qui parle de relance, mais il ne s'agit que d'une relance des profits, et non d'une relance de l'emploi, à une période où nous avons entre 1.5 et 2 millions de chômeurs. En termes polis, c'est une relance fragile. En termes moins polis, les gens se disent qu'avec une relance comme celle-là, on peut se passer d'une récession!

Le budget ne fait pas grand-chose non plus pour les jeunes chômeurs. C'est réellement tragique, car chez les jeunes le taux de chômage est très élevé, autour de 20 p. 100, ce qui est pire que chez les adultes. Il y a une Caisse Perspectives-jeunesse, mais celle-ci ne créera qu'un emploi par an pour 1.5 p. 100 des jeunes chômeurs. Ce n'est pas autant d'emplois qu'en fournit la caisse noire libérale. C'est moins que ce que le ministre des Finances a trouvé l'année dernière après la gaffe qu'il a commise lors du budget, puisqu'il s'agissait-là de 200 millions de dollars. Cette fois, le gouvernement n'a ajouté que 150 millions de dollars pour lutter contre le problème très critique du chômage. De plus, c'est surtout une mesure de replâtrage puisqu'elle vise à aider les jeunes à obtenir une formation pour l'emploi. Mais où seront les emplois permanents une fois qu'ils auront cette formation?

Les réformes dans le domaine de la petite entreprise sont également des mesures superficielles. On nous avait promis une simplification du système. Il est certain que nous sommes en faveur de toute simplification qui faciliterait la vie des petits entrepreneurs. Mais la plupart des avantages qui ont été promis ne s'adressent pas réellement aux petits entrepreneurs, mais visent plutôt à étendre la définition de la petite entreprise de façon à y inclure les professions libérales, des gens à revenus très élevés qui bénéficieront ainsi d'un taux d'imposition réduit. Des médecins et des avocats, qui autrement seraient imposés à 50 p. 100, ne paieront, en tant que petite entreprise, que la moitié de cela.

Ce budget n'offre rien qui permettrait aux chefs de petites entreprises de créer directement ou indirectement des emplois. Rien ne s'apparente à notre proposition visant à réduire les taux d'intérêt des petites entreprises afin qu'elles prennent de l'expansion et créent ainsi un très grand nombre d'emplois. Puisque les taxes à la consommation qui ont été établies l'an dernier sont maintenues, la demande en biens et services offerts par les petits entrepreneurs va ralentir, ce qui nuira d'autant à ces derniers. Qu'est-ce qui les incitera, par conséquent, à se développer?